

CISJORDANIE

Mort d'un bébé palestinien lors d'un incendie causé par des colons sionistes

Un bébé palestinien d'un an et demi est décédé et ses parents blessés dans la nuit de jeudi à vendredi lors d'un incendie de leur maison provoqué par des colons sionistes en Cisjordanie occupée, selon des services de sécurité palestiniens.

Quatre colons, qui avaient pénétré à Doma près de Naplouse ont mis le feu à une des maisons située à l'entrée de ce village palestinien et inscrit des slogans sur un mur avant de s'enfuir en

direction d'une colonie voisine, a-t-on ajouté de mêmes sources. Depuis des années, des colons se livrent dans les Territoires palestiniens, sous le label du «prix à payer», à des agressions et des actes de vandalisme contre des Palestiniens, des lieux de culte musulmans et chrétiens. La plupart des agressions sont restées impunies.

Les Palestiniens ont dit vendredi tenir le gouvernement israélien pour «entièrement responsable» de ce crime, y voyant la «conséquence directe» de l'«impunité» accordée par les autori-

tés sionistes aux colons. Le bébé Ali Dawabcheh, un an et demi, a été brûlé vif. Sa mère Eham, 26 ans, son père Saad et son frère Ahmed, quatre ans, ont été blessés et transférés vers un hôpital israélien, selon des sources médicales israéliennes.

Le principal négociateur palestinien, Saëb Erakat a affirmé qu'«on ne peut dissocier cette attaque barbare» d'un «gouvernement qui représente une coalition pour la colonisation et l'apartheid».

ALLEMAGNE

La justice suspend l'enquête sur un blog soupçonné de «haute trahison»

La justice allemande a suspendu hier l'enquête préliminaire controversée qui visait un blog d'investigation soupçonné de «haute trahison» après avoir publié des documents du renseignement intérieur.

Le procureur fédéral allemand, Harald Range, compétent pour les affaires d'espionnage, a annoncé à l'édition en ligne du quotidien Frankfurter Allgemeine Zeitung qu'il suspendait ces investigations «eu regard au bien précieux que constituent la liberté de la presse et la liberté d'expression».

«Les investigations sont en suspens jusqu'à la réception d'une expertise» qui doit déterminer si les documents dévoilés relèvent du «secret d'Etat», a indiqué le magistrat au journal. Sollicité par l'AFP, M. Range n'était pas disponible dans l'immédiat. L'affaire a suscité un tollé hier en Allemagne, plusieurs journalistes et responsables politiques dénonçant une atteinte à la liberté de la presse.

L'enquête visait deux journalistes de Netzpolitik.org, un blog allemand spécialisé dans la défense des droits numériques, soupçonnés d'avoir publié des documents relevant du «secret d'Etat», des faits réprimés par des peines pouvant aller d'un an de prison à l'emprisonnement à vie. Le motif de «haute trahison» n'avait plus été utilisé contre les médias en Allemagne depuis les années 1960. Pis, l'imbroglie judiciaire intervient alors que le pays s'interroge sur le degré de collaboration des services secrets allemands à la surveillance numérique orchestrée par l'agence de renseignement américaine NSA, et révélée par l'activiste Edward Snowden. L'Association des journalistes allemands avait dénoncé une «tentative inadmissible de réduire au silence deux collègues critiques» et a appelé le procureur fédéral à classer l'enquête. «Nous ne nous laisserons pas intimider», avaient pour leur part répliqué les deux journalistes de Netzpolitik, dont le fondateur Markus Beckedahl. M. Beckedahl s'en

était même pris au gouvernement allemand, en assurant à la télévision publique ARD que de nombreux signes indiquaient que Berlin était «enfoncé jusqu'au cou dans le bourbier de la NSA et compagnie». Son blog a déjà été récompensé en Allemagne pour la qualité de son travail d'investigation. Il avait publié en février et en avril des documents dévoilant les projets de l'Office de protection de la constitution (renseignement intérieur) pour renforcer sa surveillance en ligne. Le directeur de l'agence, Hans-Georg Maassen, avait alors porté plainte.

L'opposition avait également vu rouge : cette enquête relève d'une «disgrâce constitutionnelle», avait dénoncé la député des Verts Renate Künast, présidente de la commission des affaires judiciaires du Bundestag. «S'il n'y avait pas de journalisme d'investigation, nous ne saurions rien», a-t-elle fulminé.

Plusieurs éditorialistes s'étaient offusqués, en comparant la procédure à «l'affaire du Spiegel», symbole de la liberté de la presse en Allemagne. Accusé de trahison, le prestigieux hebdomadaire avait vu ses locaux fouillés

par la police et ses responsables arrêtés en 1962, à cause d'un article révélant des lacunes dans l'armée allemande. Un tribunal avait ensuite désavoué les pouvoirs publics, et le ministre de la Défense de l'époque avait démissionné.

Hier, la presse allemande rappelait aussi l'histoire funeste de l'accusation de «haute trahison». Elle était instrumentalisée au 19<sup>e</sup> siècle par le premier chancelier, Otto von Bismarck, et ensuite par les nazis sous la République de Weimar, pour combattre leurs opposants politiques.

TURQUIE

Dixième jour d'attaques du PKK, les leaders kurdes visés par la justice

La guérilla kurde de Turquie a poursuivi hier pour le dixième jour consécutif ses attaques meurtrières contre les forces de l'ordre, le pouvoir intensifiant de son côté l'offensive judiciaire contre les leaders politiques kurdes avant de probables législatives anticipées.

Deux policiers ont été tués hier matin lors de l'assaut du commissariat de la ville de Pozanti, dans la province d'Adana (sud), portant à au moins 13 morts en dix jours le bilan des attaques attribuées au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Celui-ci vise en priorité des postes de police, des soldats en faction ou des convois militaires, dans un nouveau cycle de violences déclenché par l'attentat suicide de Suruç où 32 jeunes militants de la cause kurde ont trouvé la mort.

La guérilla a jusque-là concentré ses assauts dans des provinces du sud-est anatolien proches de la frontière avec le nord de l'Irak, où l'état-major du PKK s'est réfugié. Mais l'attaque d'hier est survenue plus à l'ouest, dans une zone fréquentée par des touristes. L'armée turque a mené en représailles des dizaines de raids aériens, ciblant les bases rebelles nichées dans les montagnes irakiennes et faisant passer au second plan la «lutte contre le terrorisme»également décrétée par Ankara contre le groupe Etat islamique (Daesh).

Parallèlement, le pouvoir islamo-conservateur a engagé une offensive judiciaire contre les leaders du parti prokurde HDP, considéré comme le grand vainqueur des élections législatives du 7 juin. Il a d'abord ciblé jeudi le chef charismatique du mouvement, Salahattin Demirtas, accusé de «troubles à l'ordre public» et d'«incitation à la violence». Si l'instruction est menée à son terme et qu'il est jugé, il risque jusqu'à 24 ans de prison,

selon l'agence gouvernementale Anatolie. Orateur talentueux, M. Demirtas, 42 ans, est devenu la bête noire du président turc Recep Tayyip Erdogan, qui l'accuse de soutenir les «terroristes» du PKK. Hier, c'était au tour de la coprésidente du parti, Figen Yuksekdag, d'être visée par une enquête judiciaire, ouverte pour «propagande en faveur d'un groupe terroriste».

Il est reproché à M<sup>me</sup> Yuksekdag de récentes déclarations en faveur des rebelles kurdes de Syrie, considérés par Ankara comme des alliés proches du PKK. Ces mêmes combattants kurdes sont aussi devenus de précieux soutiens sur le terrain de la coalition internationale montée par les Américains contre Daesh... Pour les dirigeants du HDP, l'unique objectif de M. Erdogan est de se «venger» du score inattendu de leur formation aux législatives du 7 juin. Avec 80 députés, elle avait priver le parti islamo-conservateur au pouvoir de la majorité absolue au Parlement. M. Demirtas accuse le président turc de «déstabiliser» le pays dans l'espoir de favoriser l'AKP en cas d'élections anticipées. Or, celles-ci semblent de plus en plus probables, M. Erdogan ayant fait part hier de son scepticisme sur les chances de voir aboutir les discussions en cours entre l'AKP et les sociaux-démocrates du parti CHP pour la formation d'un nouveau gouvernement. «Sinon, il faudra retourner immédiatement devant le peuple pour sortir de cette situation», a-t-il dit, selon des propos rapportés par la presse turque l'accompagnant dans un voyage officiel en Indonésie. Durant sa visite à Jakarta, M. Erdogan a vivement rejeté les accusations selon lesquelles le régime d'Ankara a longtemps aidé les terroristes de Daesh. «Des pouvoirs maléfiques mènent une campagne de désinformation contre la Turquie, a-t-il assuré dans une allusion apparente à la rébellion kurde, mais la Turquie n'a jamais été impliquée dans un scénario de ce type».

SELON

L'ORGANISATION INTERNATIONALE DES MIGRATIONS Plus de 800 000

personnes victimes de traite transfrontalière chaque année

L'Organisation internationale des migrations (OIM) a révélé que plus de 800 000 personnes sont chaque année victimes de la traite transfrontalière.

«Parmi les millions de victimes de traite, seules environ 45 000 sont identifiées chaque année», déplore l'institution internationale dans un rapport rendu public vendredi.

L'OIM intervient seulement dans un cas sur sept, en aidant les victimes à retrouver une vie normale après des années d'abus et d'actes de cruauté insoutenables, affirme son directeur général, William Lacy Swing.

L'étude présentée par l'organisation se base sur une analyse des conflits armés en Libye, en Irak, en Syrie et en Afrique de l'Ouest, les tremblements de terre survenus dans la région de l'océan Indien, en Haïti et au Népal, ainsi que le typhon Haiyan aux Philippines.

Les experts de l'institution se sont aussi penchés sur les troubles persistants en Afrique de l'Est qui sont à l'origine de flux migratoires en direction de l'Europe, via l'Afrique du Nord.

Dans un communiqué, M. Lacy Swing a qualifié l'exploitation et la traite des victimes de «phénomène croissant dans un monde noyé dans les conflits et les catastrophes naturelles». La traite d'êtres humains non seulement se développe lors d'une catastrophe, mais elle en est une conséquence directe, au même titre que les dégâts causés aux infrastructures, les pertes humaines ou les pénuries de vivres, a-t-il fait observer.

Il a affirmé que l'absence de normalité permet aux trafiquants d'exploiter les vulnérabilités existantes ou nées de la crise. «Dans un conflit, ceux-ci mettent à profit l'absence d'état de droit pour se livrer impunément à leurs activités afin de financer la guerre, de fournir des services sexuels, et de réduire des minorités ethniques en esclavage», a-t-il ajouté.

Le directeur général de l'OIM a cité «la crise de la traite en Libye et dans les pays du Moyen-Orient où les travailleurs migrants sont confrontés à des conditions de travail hostiles et abusives».



COMMUNIQUÉ

Djezzy annonce le rétablissement de son réseau à Bouira

Djezzy a le plaisir d'annoncer à ses abonnés de la wilaya de Bouira le rétablissement de son réseau de télécommunication mobile depuis jeudi 30 juillet, après une série d'incidents regrettables dont se sont rendus coupables des agents de sécurité d'une entreprise prestataire de services de gardiennage. L'esprit de responsabilité et de sagesse l'a finalement remporté.

Les Centres de service (CDS) de la wilaya ont rouvert et les relais bloqués depuis mardi 28 juillet fonctionnent à nouveau au grand bonheur des abonnés de Djezzy.

Cependant, la direction de Djezzy maintient les poursuites judiciaires engagées contre les auteurs de cette agression caractérisée qui a porté atteinte aux intérêts de l'entreprise et privé une partie des abonnés de la wilaya de Bouira des services de télécommunications mobiles pendant deux jours.

La direction de Djezzy tient à remercier l'ensemble des institutions qui ont contribué au dénouement de ce problème, indépendant de sa volonté.

La Direction salue également l'esprit de soli-

darité et de mobilisation qui a prévalu au sein de la famille Djezzy qui a consenti d'énormes efforts pour que le problème soit résolu dans les délais les plus courts afin de reconnecter les zones privées de réseaux dans cette région du pays.

Djezzy s'excuse, une fois de plus, auprès de ses abonnés lésés et les informe qu'une offre de compensation sera bientôt annoncée en signe de son engagement, sans cesse renouvelé, pour une meilleure qualité de service et de réseau à travers l'ensemble du pays.